

Hauptausgabe

 L'Express/Feuille d'avis de Neuchâtel
 2001 Neuchâtel
 032/ 723 53 01
 www.lexpress.ch

 Genre de média: Médias imprimés
 Type de média: Presse journ./hebd.
 Tirage: 18'431
 Parution: 6x/semaine

 N° de thème: 377.004
 N° d'abonnement: 1082024
 Page: 2
 Surface: 29'836 mm²
L'INVITÉ

Le «peuple», entre réalité et exploitation politique

Avec l'initiative «Pour la primauté du droit suisse» qui pointe à l'horizon, il est grand temps que les juristes mais également les historiens et les politologues descendent dans l'arène afin de balayer les représentations fantasmagoriques du «peuple» et de «souveraineté populaire» qui hantent plus que jamais notre imaginaire collectif.

Ce n'est pas un hasard que le site national de l'UDC illustre sa page «citoyen et état» avec une photo de la Glarner Landsgemeinde. Derrière chaque référence à la souveraineté suisse se cache le mythe utopique d'une assemblée homogène exprimant à l'unisson la volonté générale chère à Rousseau. Or, selon Hannah Arendt, il faudrait une nation constituée d'un seul homme pour que la volonté générale puisse exister, ce qui est logiquement impossible, mis à part sous forme de dictature.

Cette «fiction du peuple rassemblé en personne», explique la politologue Catherine Colliot-Thélène, fut inventée au moment de la fondation des démocraties libérales modernes afin d'exprimer le pouvoir constituant et de formaliser l'égalité devant la loi. Pourtant, avec ses pratiques historiques de démocratie directe et ses outils référendaires institués depuis 1848, la Suisse semble faire exception à cette lecture – chez nous, on a tendance à penser que les citoyens sont à la fois gouverneur et gouverné, corps souverain et peuple réel. Or ce n'est qu'en partie vrai, puisque notre démocratie n'est que semi-directe.

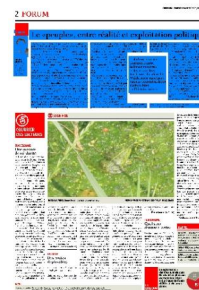
De plus, comme Antoine Chollet argumente avec force, il n'existe aucune continuité entre la Suisse moderne et les assemblées traditionnelles dans les Waldstätten, mis à part dans les reconstructions nationalistes de l'histoire suisse.

Au dix-neuvième siècle, les Landsgemeinden servirent à mettre en scène la volonté populaire afin de catalyser le spectre de la violence populaire, mais également à masquer les mécanismes oligarchiques du pouvoir et à combler l'aporie entre gouvernant et gouverné à travers des symboles d'autorité religieuse.

On retrouve ces représentations patriarcales et un peu pépères du bon peuple dans les romans de Jeremias Gotthelf et les tableaux d'Albert Anker. Mais pour comprendre les dangers d'une telle théâtralisation du peuple au vingtième siècle, il vaut mieux se référer au juriste al-



PATRICK VINCENT
 PROFESSEUR
 DE LITTÉRATURE
 ANGLAISE
 ET AMÉRICAINE
 À L'UNIVERSITÉ
 DE NEUCHÂTEL



Hauptausgabe

L'Express/Feuille d'avis de Neuchâtel
2001 Neuchâtel
032/ 723 53 01
www.lexpress.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 18'431
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 377.004
N° d'abonnement: 1082024
Page: 2
Surface: 29'836 mm²

lemand Carl Schmitt, qui s'est en partie appuyé sur une lecture tronquée de Rousseau et des cantons catholiques suisses pour étayer ses théories.

Se fondant lui aussi sur une fiction de la volonté générale pour ouvrir une brèche entre la démocratie et le libéralisme,

**... il n'existe aucune
continuité entre
la Suisse moderne
et les assemblées
traditionnelles dans les
Waldstätten, mis à part
dans les reconstructions
nationalistes
de l'histoire suisse.**

Schmitt a esthétisé l'autorité et mis en scène l'acclamation du peuple afin de plébisciter la dictature et de défendre une idéologie «terroriste» du Blut und Boden, préparant le terrain aux assemblées populaires de Nuremberg. Cette vision schmittienne d'un communautarisme exacerbé, où le pouvoir de décider entre ami et ennemi constitue le fondement même de la souveraineté, ressemble malheureusement plus à la rhétorique de l'UDC, du Front National et de tous les autres partis extrémistes en Europe aujourd'hui qu'à l'utopie anti-moderne d'un Gotthelf.

Si, comme Antoine Chollet nous le rappelle, «la démocratie commande une certaine éthique politique de la part de ses acteurs», cette éthique est bafouée chaque fois qu'un politicien, un journaliste ou même un simple citoyen s'appuie sur le mythe de la Landsgemeinde ou sur une trop grande identification entre peuple juridique et peuple réel afin de défendre la souveraineté populaire. ☹️

Antoine Chollet, *Défendre la démocratie directe*, Lausanne, 2011. Catherine Colliot-Thélène, *La démocratie sans «démos»*, Paris, 2011.